

le pouvoir aux travailleurs

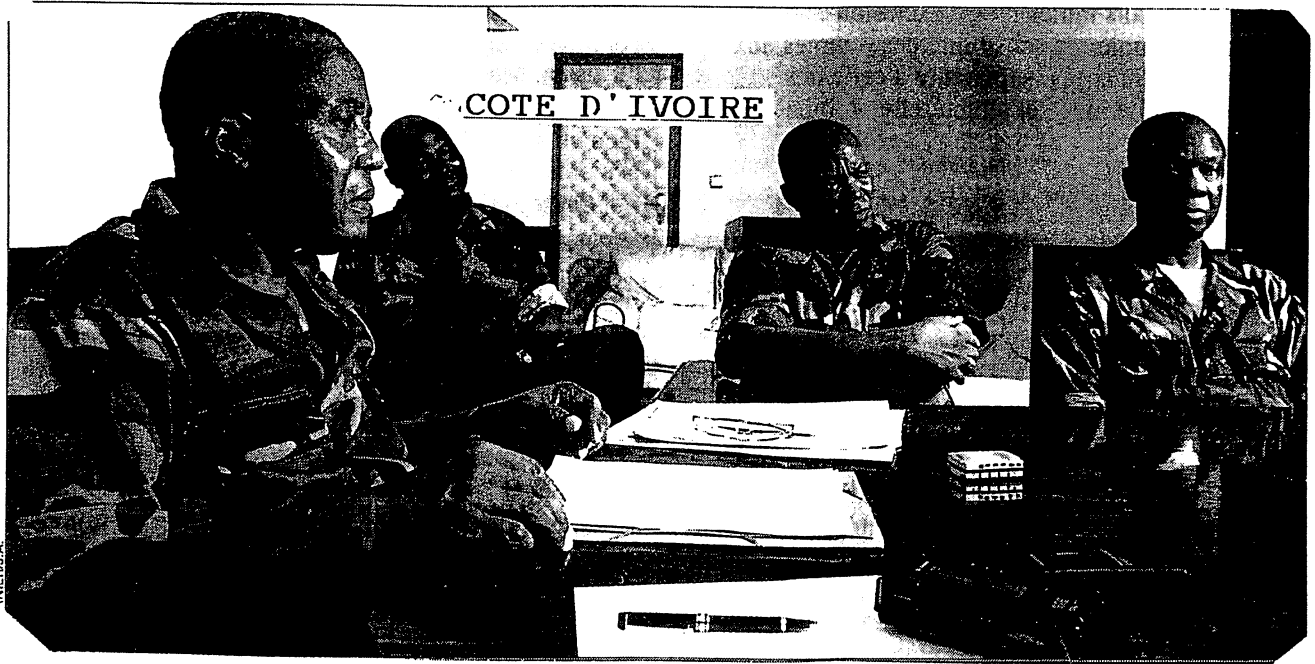
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 28 MAI 2 000 N° 277

PRIX 4 FF



APRES AVOIR CHASSE BEDIE

GUEI FAIT LA COUR

AU PDCI

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 4
Gueï se prépare-t-il
à sa propre
succession?

Page 6
- Sénégal: Wade
quémande des armes et
munitions faire la
"paix" en Casamance
- Sierra Leone: la
population victime
d'une guerre
criminelle

Page 8
Ethiopie-Erythree:
une guerre fratricide

Page 10
Tchad: Procès de
l'ex-dictateur Habré

Page 11
Mariages forcés: une
pratique qui continue
à faire des victimes

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

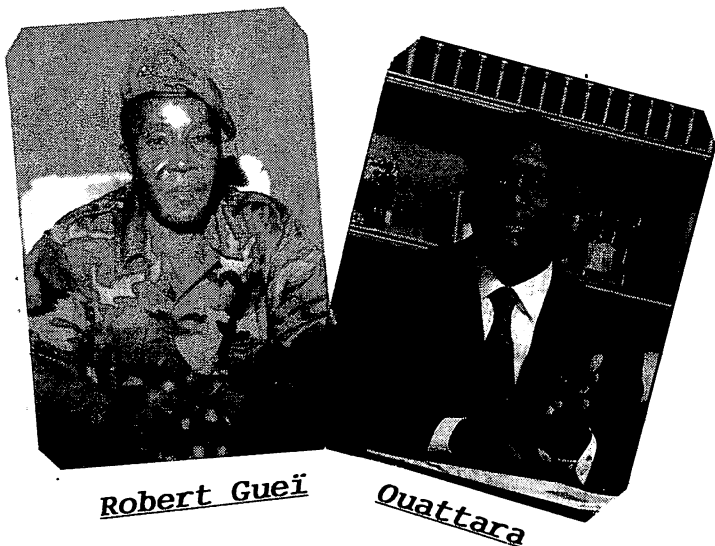
**APRES AVOIR CHASSE BÉDIE
GUEI FAIT LA COUR AU PDCI**

Le 18 mai le général Gueï a remanié son équipe gouvernementale. Il a renforcé la position des militaires, faisant entrer huit des neuf membres du Comité national du salut public. Quatre membres du PDCI font également leur entrée tandis que le RDR qui occupait hier une bonne position s'est retrouvé avec un simple strapontin, celui du ministère de la culture d'Henriette Diabaté. Celle-ci a démissionné. Après quoi, Allassane Ouattara a déclaré que son parti se trouvait maintenant dans l'opposition.

Cette nouvelle péripétie dans le gouvernement de "transition" de Robert Gueï, illustre le rapprochement entre les généraux au pouvoir et les dirigeants du PDCI au détriment des partisans de Ouattara. Mais quelques jours plus tôt Robert Gueï avait déjà annoncé la couleur lorsqu'il a donné son feu vert pour la nouvelle mouture du projet de code électoral à soumettre au référendum. En effet, après avoir laissé croire qu'il allait procéder au changement du code électoral que Bédié avait taillé sur mesure pour écarter son rival Ouattara, Robert Gueï est revenu presque au point de départ puisque que le nouveau code ressemble, à quelques détails près au précédent. Selon toute vraisemblance, Ouattara, accusé d'avoir eu dans le passé une autre nationalité, ne sera toujours pas autorisé à présenter sa candidature à la prochaine élection présidentielle. Gueï a par ailleurs mis en garde les dirigeants du RDR en affirmant qu'il avait contre eux des "preuves d'atteintes à la sûreté de l'Etat" et qu'à tout moment il pouvait procéder à leur arrestation.

Bédié est un ennemi des travailleurs. C'est pour cela que son régime n'a trouvé aucun soutien au moment de sa chute. Ouattara, cet ami de la banque mondiale ne vaut pas mieux pour les classes pauvres. Les travailleurs l'ont déjà vu à l'oeuvre aux plus hautes marches de l'Etat dans un passé récent. Ses origines et le fait qu'il ait fait une partie de sa carrière politique à l'extérieur de la Côte d'Ivoire n'ont été que des prétextes que Bédié avait saisis pour l'attaquer. C'est déjà assez abject mais on aurait pu se dire qu'après tout, que

les loups se dévorent entre eux,
cela ne nous concerne pas.



Robert Gueï

Ouattara

Mais en attaquant à leur tour Ouattara sur le même terrain, celui de la xénophobie et de l'ethnisme, ce général réactionnaire qu'est Gueï ainsi que son compère Gbagbo ne font que continuer cette campagne qui a répandu le poison ethniste dans toute la société. Bien des mécontentements, bien des frustrations y ont trouvé un exutoire, au point de transformer l'ethnisme en un fait social dont, malheureusement, nous commençons à entrevoir les conséquences néfastes. C'est ainsi que de plus en plus on peut ouvertement entendre dans les usines, les chantiers, les transports en commun, les quartiers populaires, les cours communes, toute la haine proférée contre les étrangers et assimilés, au point que c'est devenu invivable. Déjà l'année dernière un simple conflit foncier entre deux familles de paysans, à Tabou s'est transformé, avec la complicité des autorités, en un conflit inter-ethnique. Il y a eu plusieurs morts et des milliers de paysans ont dû aller se réfugier au Burkina Faso.

Sachant que la Côte d'Ivoire est composée de nombreuses ethnies

dont certaines sont à cheval sur les frontières, qu'elle est entourée de cinq pays et que de tout temps les populations se déplacent et parfois se mélangent, on sait comment on peut glisser facilement de la xénophobie vers le tribalisme ou le régionalisme. Par exemple, le simple fait que quelqu'un porte un nom à consonance musulmane, peut lui valoir d'être taxé de "burkinabé" ou de "faux-ivoiriens" et d'être parfois désigné comme un "délinquant". Il n'y a pas un jour où dans un journal on ne trouve des propos écoeurants contre des soi-disant "étrangers" qui viendraient manger le pain des ivoiriens ou qui seraient responsables de tous les maux qui frappent ce pays.

Ceux qui écrivent les torchons ethnistes et xénophobes et ceux qui les inspirent, ont fait des études, se croient plus intelligents que les autres. Mais ce sont de vrais criminels! Le jour où leurs plumes seront relayées par des couteaux ou par des machettes, ils s'en laveront les mains, et dénonceront l'ignorance et la barbarie de la population. Mais ce sont eux qui arment, dès aujourd'hui, les mains des assassins de demain. Et si les hostilités ethnistes qu'ils ont soulevées tournent à la catastrophe, comme au Libéria ou au Rwanda, ils auront toujours la ressource d'aller s'installer ailleurs. Eux, ils ont l'argent et les relations pour cela. Pas la majorité de la population. Pas les travailleurs.

Voilà pourquoi les travailleurs devraient se méfier comme de la peste de tous ces politiciens bourgeois qui veulent détourner leur colère et leur juste aspiration à une vie meilleure contre d'autres travailleurs. Car les vrais responsables de la détérioration de leurs conditions d'existence, ce ne sont pas ceux que ces politiciens et la presse à leur service désignent du doigt mais le système capitaliste qui réduit la grande majorité à la misère au profit d'une petite minorité.

COTE D'IVOIRE**ROBERT GUEÏ SE PREPARE-T-IL
A SA PROPRE SUCCESSION ?**

Le général Gueï se plaît à laisser planer le doute quant à sa participation ou pas à la prochaine élection présidentielle. Il tâte probablement le terrain.

En tout cas, du côté du PDCI, un certain nombre des dirigeants de ce parti lui font depuis quelques temps, un appel du pied pour qu'il accepte de se présenter à cette élection au nom de leur parti. A leurs yeux, Konan Bédié n'est plus le bon cheval. Parmi ces dirigeants se trouve Paul Akoto Yao, l'ancien ministre des Affaires présidentielles de Bédié. Il a déclaré à la presse qu'il fallait un "arbitre" pour sortir la Côte d'Ivoire de la crise politique et que cet "arbitre" ne pourrait être que Robert Gueï, le continuateur, selon lui, de l'oeuvre d'Houphouët Boigny. Il a conclu en disant : "Nous traversons aujourd'hui la situation vécue par la France sous la IVème République. C'est un général en retraite qui l'a sortie de l'impasse, en 1958. Le bon sens dirait que Robert Gueï est notre Charles de Gaulle".

Un autre dirigeant du PDCI, Auguste Miremont, ex-député et président du groupe parlementaire du PDCI déclare : "Il appartient au président Gueï d'établir les contacts adéquats avec les dirigeants du PDCI pour solliciter l'investiture ou une alliance..."

De son côté, Dona Fologo, le secrétaire général du PDCI, tout en n'étant pas aussi clair que Akoto Yao ou Miremont, avait aussi laissé entendre qu'il était ouvert à "toute alliance dans l'intérêt du parti".

Ce qui est sûr, c'est que pour le moment tout se passe en coulisse. Gueï a accepté de ne pas modifier sur le fond le code électoral établi

par Bédié pour écarter Ouattara. Selon la dernière mouture de ce code qui n'est pas encore définitif, Ouattara ne pourrait toujours pas être candidat à la présidentielle non plus à cause du fait que ses parents ne seraient pas de "souche ivoirienne" mais parce que dans son passé il se serait "prévalu d'une autre nationalité". Voilà qui réjouirait aussi bien une grande partie des partisans de Bédié que de Gbagbo, parce que Gueï coupe ainsi l'herbe sous les pieds de Ouattara en reprenant à sa manière l'essentiel de leur critique contre celui-ci. D'ailleurs cela se confirme avec la mise à l'écart des ministres RDR et l'entrée de quatre ministres issus du PDCI dans le gouvernement qu'il vient de remanier.

Lorsqu'il a pris le pouvoir en fin décembre 1999, Gueï disait qu'"une fois la maison nettoyée", il allait laisser le pouvoir aux civils. Il aimait bien dire que la lutte contre la corruption était une des premières tâches qu'il se donnait. Mais force est de constater que mis à part le fait qu'il a nommé l'avocat Jacques Vergès pour enquêter sur l'origine des fonds que Bédié a déposés dans les banques suisses, il n'y a eu rien de fait. La grande majorité des hauts dignitaires du PDCI connus pour les détournements de fonds et des malversations de toutes sortes sont toujours libres. Tout au plus quelques-uns ont passé un court séjour, tout à fait symbolique à la MACA, ou au camp d'Akouédo. Selon certains journalistes, Robert Gueï serait en train de négocier sur leur sort en fonction de leur ralliement à sa candidature. Voilà donc comment Robert Gueï trouve tout naturellement les mêmes réflexes que ses compères issus du même panier de

crabes du PDCI ou des coulisses du pouvoir.

En tout cas, qu'il soit candidat ou pas à sa propre succession, ce qui est sûr, c'est que la "continuité" de l'oeuvre d'Houphouët sera bel et bien là: à

savoir la corruption des détenteurs du pouvoir, le bien-être pour la classe des riches, la protection des intérêts de l'impérialisme français, et la misère toujours plus grande de la classe laborieuse.

COTE D'IVOIRE

UNE NOUVELLE HAUSSE DU PRIX DU CARBURANT QUI TOUCHERA ENCORE PLUS LES PLUS DEMUNIS

Le gouvernement a annoncé une hausse de 40 F CFA sur le litre de carburant. Une fois de plus ce sont les couches les plus pauvres de la population qui en feront les frais puisque cette hausse se traduira par des augmentations des prix du transport qui, à leur tour, entraîneront celles des denrées, etc...

Cette dernière hausse est la quatrième du genre depuis le mois d'août dernier. A chaque fois cela avait entraîné la baisse du pouvoir d'achat de la population laborieuse. Rappelons que la dernière hausse du carburant sous le règne de Bédié avait donné lieu à des émeutes dans les quartiers populaires d'Abidjan. Cette fois-ci c'est sous Gueï. Le

prétexte avancé est la hausse du prix du dollar. Mais quand le dollar était plus bas le prix du pétrole ne baissait pas à la pompe. Cela permettait aux dirigeants de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) et à ceux de l'Etat de s'en mettre plein les poches. Mais à supposer même que le dollar monte, l'Etat ivoirien devrait au contraire diminuer le prix du carburant à la consommation locale. Car en tant que producteur et accessoirement exportateur de pétrole, un dollar à prix élevé devrait lui rapporter plus de devises pour les produits exportés. Mais sous Bédié comme sous Gueï, les calculs se font en sens unique : ce sont toujours les plus pauvres qui payent pour enrichir encore plus les plus riches.

ENCORE DES CADEAUX AUX PATRONS

Gueï a peut-être supprimé quelques lignes téléphoniques et retiré des véhicules à quelques hauts dignitaires de l'ancien pouvoir, pour économiser l'argent de l'Etat. Mais ça relève plus de la poudre aux yeux qu'autre chose. Parce qu'en même temps qu'il dit aux petits fonctionnaires et autres petits employés de l'Etat qu'il n'y a pas d'argent dans la caisse, il

fait des cadeaux au patronat !

Depuis la mi-avril, les plus grosses entreprises du pays sont exonérées de 5% de taxe qu'est l'ASDI. Combien de milliards par mois représentent ce cadeau ? Evidemment, aucun parti politique, ni même aucun des trois dirigeants syndicaux n'ont dénoncé ce scandale. Ils sont tous complices!

SENEGAL**WADE QUEMANDE DES ARMES
ET DES MUNITIONS POUR FAIRE
LA "PAIX" EN CASAMANCE**

En visite officielle à Paris, Abdoulaye Wade est venu, entre autre, demander des armes et des équipements militaires supplémentaires aux dirigeants français. Le contingent des parachutistes français présents en permanence dans la base militaire de Dakar auquel s'ajoutent les "coopérants" militaires ne lui suffisent apparemment pas.



Wade en visite à Paris

notamment par des Ukrainiens. Pour tout vous dire, nous savons qu'actuellement des Ukrainiens s'attellent à réparer les Mig 21 de l'armée bissau-guinéenne... Nous ne pouvons pas accepter qu'on aille armer un pays mineur et qu'on le pousse à venir occuper un jour notre territoire". Autrement dit c'est la Guinée Bissau, un pays "mineur" armé par les méchants Ukrainiens, qui est accusée de vouloir "occuper" le Sénégal et qui justifierait qu'il ait plus d'armes et de munitions.

Mais la réalité est qu'il veut poursuivre la sale guerre contre les indépendantistes casamançais, commencée depuis plusieurs années sous le régime de Diouf. Tant pis si cela contredit ce qu'il avait laissé croire durant sa campagne électorale. Rappelons tout de même qu'un des reproches qu'il faisait à Diouf lorsqu'il était encore dans l'opposition était sa politique guerrière en Casamance. Il disait que si lui, Wade, arrivait au pouvoir il allait "régler le problème de la Casamance en six mois". Cette promesse de faire la paix en Casamance lui avait d'ailleurs permis d'obtenir un bien meilleur résultat électoral à Zinguinchor, la capitale casamançaise. Aujourd'hui, une fois élu, il reproche à Diouf de ne pas avoir suffisamment doté en matériels militaires l'armée sénégalaise pour mener à bien sa guerre en Casamance. Mais Wade n'est pas à un mensonge ni à un revirement près.

Lorsqu'un journaliste lui a demandé si ces armes étaient destinées à combattre en Casamance, il a répondu par la négative. Il dit qu'il est "pacifiste". "Ce n'est pas la rébellion en Casamance qui pose problème, dit-il, mais les infiltrations des mercenaires venus des pays voisins et qui sont armés

SIERRA LEONE**LA POPULATION VICTIME D'UNE
INTERMINABLE GUERRE CRIMINELLE**

Depuis quelques jours, de violents affrontements opposaient l'armée sierra léonaise soutenue par le contingent nigérian de l'ONU aux

bandes armées d'un prétendu Front révolutionnaire uni (RUF). Ces combats, qui se déroulaient pas loin de Freetown, la capitale, ont déjà

fait de nombreuses victimes parmi les civils.

Au début de ce mois, il y a eu une prise en otage d'environ 500 "casques bleus" par les troupes du RUF qui, en même temps, n'ont pas hésité à tirer sur la foule, tuant plus d'une quinzaine de personnes.

Pourtant, en juillet 1999, des accords ont été signés à Lomé, faisant la part belle au RUF qui a obtenu, en plus de l'impunité pour tous les crimes horribles qu'ils avaient commis, le poste de vice-président pour leur chef, le "caporal" Foday Sankoh, quelques postes ministériels et surtout la direction des ressources minières, essentiellement les diamants qui assurent 60% des exportations du pays.

Mais avant même que ces accords n'aient eu un début d'application, les rebelles les ont foulés au pied. Car, au fond, ils n'en voulaient pas. En effet, suivant l'exemple de Charles Taylor qui, en 1989, avait déclenché au Libéria une guerre criminelle qui avait fini par le porter au pouvoir quelques années plus tard, Foday Sankoh, son émule, a voulu faire la même chose en Sierra Leone où il a déclenché en 1991 une guerre particulièrement atroce, allant de viols aux massacres en passant par des pillages de toutes sortes et des amputations des mains ou des bras. Des gosses de 10 à 15 ans ont été enrôlés de force dans les troupes de Foday Sankoh, après avoir été drogués et obligés de massacrer leurs propres parents.

Depuis le début de cette guerre en 1991, trois chefs d'Etat se sont succédé. Le dernier en date, Ahmad Tejan Kabbah, protégé de l'impérialisme britannique, a même été élu en mars 1996 par une petite minorité de la population lors d'un simulacre d'élections. Pour gouverner, il n'a pas trouvé mieux que de s'appuyer sur des milices recrutées dans sa propre ethnie,

entraînées par des mercenaires britanniques et sud-africains. Un an après, il a été renversé par un coup d'Etat militaire, mais pas pour longtemps. En 1998, pour ramener au pouvoir le président déchu, les putschistes en ont été chassés par une force ouest-africaine dirigée par des généraux nigériens, avec l'aide des USA et de la Grande-Bretagne.

Aucun de ces dirigeants n'a réussi à mettre Foday Sankoh et ses bandes armées hors d'état de nuire. C'est que, non seulement ceux-ci sont plus motivés, mais aussi mieux équipés que les forces gouvernementales. En effet, adossés au Libéria de Charles Taylor, ils contrôlent les zones où se trouvent les diamants qui, selon les connaisseurs, seraient les plus beaux du monde et donc rapportent



Population fuyant la guerre

énormément de dollars. En plus des armes qu'ils peuvent acheter sur place avec des marchands de canons, ils obtiennent de l'Ukraine, en échange des diamants, des armes qui transitent par le Burkina Faso et le Libéria. Bien entendu, le Burkinabé Blaise Compaoré et le Libérien Charles Taylor se servent au passage à l'aller comme au retour.

Ce ne sont donc pas seulement les hommes de main de Foday Sankoh et leurs complices des pays voisins

qui n'ont pas intérêt à ce que la guerre se termine. Il y a aussi toute une mafia comprenant entre autres des Libanais, des Italiens, des Colombiens, etc., dont certains, semble-t-il, disposant même des avions personnels, assurent régulièrement un trafic de diamants entre ces régions minières et New York, Paris, Londres ou Bruxelles. A ce sujet, un journal rappelle à juste titre : "Comme en Angola ou en République démocratique du Congo, les ressources minières alimentent un conflit sans fin, avec la complicité de plusieurs chefs d'Etat africains et, indirectement, des puissances occidentales. Non seulement rien n'est fait mais il est quasi impossible de mettre un terme à ce trafic qui, depuis bientôt dix ans, est le nerf de la guerre".

Tous ces margoulins, pour continuer à faire des profits très juteux, ne se privent pas d'attiser la guerre. De leur côté, les "combattants" des différentes factions, dont le nombre serait de l'ordre de 45.000, n'ont aucune envie que la paix revienne, car celle-ci ne leur apportera rien d'autre que la misère qui était leur lot quotidien avant la guerre.

Evidemment, il n'y a que la population qui aspire à la paix. Elle a déjà payé cher cette guerre criminelle : 15 à 30.000 morts selon les sources, des milliers de mutilés et 500.000 réfugiés. Mais une paix durable n'est malheureusement pas pour demain.

Cependant, sous prétexte d'évacuer des centaines de ressortissants américains et britanniques, l'impérialisme britannique a envoyé 900 parachutistes et 600 marines en Sierra Leone. Il est question aussi que les USA et le Canada fournissent des "aides logistiques" et que la Russie intervienne avec des hélicoptères de combat. Tout ce branle-bas annonce manifestement des opérations de guerre. La prise en otage des "casques bleus" par Foday Sankoh et sa bande armée donne-t-elle enfin un prétexte à une intervention directe de l'impérialisme pour mettre de l'ordre afin que les affaires reprennent leur cours ? Peut-être.

Mais il est évident qu'une telle intervention militaire n'a pas pour but de protéger la population. Et celle-ci risque malheureusement d'en faire les frais, sans parler des exactions des bandes armées.

ETHIOPIE-ERYTHRE

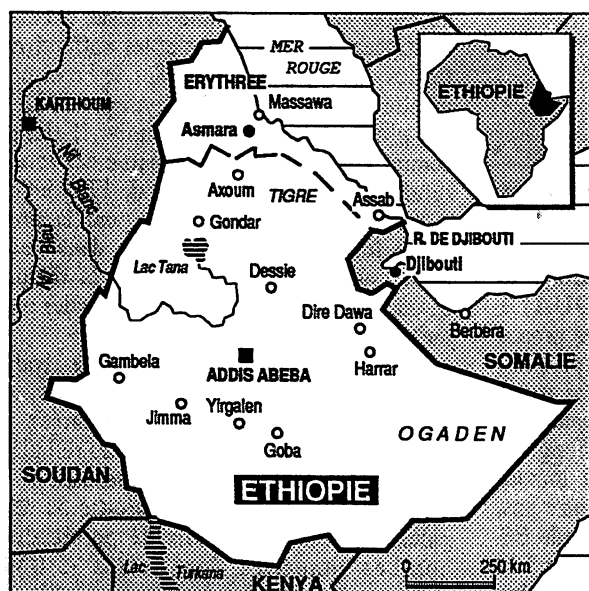
UNE GUERRE FRATRICIDE ENTRE DEUX PAYS LES PLUS PAUVRES DU MONDE

Depuis quelques semaines la guerre a repris entre l'Erythrée et l'Ethiopie. C'est une guerre qui a commencé il y a deux ans. Aujourd'hui, tout le long de la frontière s'est créée une ligne de front. Selon des observateurs, 300 000 hommes se font face. Dans cette zone il paraît que cette guerre est une véritable boucherie comparable à la 1ère guerre mondiale. Une guerre de tranchées où des hommes s'entre-tuent. On estime à déjà plus 30.000 hommes tués pendant ces dernières semaines. L'armée éthiopienne a même pénétré à

l'intérieur de l'Erythrée pour bombarder des zones habitées au point qu'il y a des dizaines de milliers de personnes qui ont fui de l'Erythrée vers le Soudan. C'est quelque chose de vraiment révoltant.

Il y a à peine un mois, les autorités éthiopiennes réclamaient des aides en montrant à la face du monde les régions du sud-est du pays frappées par la sécheresse et des populations victimes de la famine. En même temps elles avaient engagé l'offensive contre l'Erythrée, et pour cela on apprend que depuis deux

ans, l'armée éthiopienne a augmenté sa puissance de frappe par l'achat d'avions militaires et de matériels lourds et sophistiqués. Avec un langage démagogique et nationaliste elles mobilisent l'opinion publique pour détourner le mécontentement de la population vers une guerre contre l'Erythrée. Ce pays est présenté par



les autorités éthiopiennes comme un pays belliqueux qui veut conquérir des régions prospères de l'Ethiopie. Le gouvernement de Meles Zénaoui appelle les jeunes à " défendre la terre de leurs ancêtres". Bien souvent les autorités enrôlent de force dans les petites villes de provinces mais pas dans les grandes comme Addis-Abeba. En tout cas elles n'osent pas trop le faire ouvertement, à cause d'une concentration de la population qui risque de réagir.

Cette guerre contre l'Erythrée, pour le gouvernement éthiopien, cela permet d'étouffer tous les mécontentements. Ces six derniers mois l'augmentation du prix de l'essence a provoqué celle des prix

des denrées alimentaires. En plus les jeunes ne trouvent plus d'emploi. Il y a eu, depuis quelques années, des licenciements dans l'administration et les entreprises d'Etat. Il n'y a plus de place dans les écoles et encore moins à l'université. Il n'y a aucune politique de santé. Il n'y a plus de place non plus dans les hôpitaux ; quand on réussit à y entrer souvent c'est pour ne plus en ressortir vivant. Les commerçants et les petits artisans sont mécontents parce que la plupart des locaux commerciaux appartiennent à l'Etat et le gouvernement a augmenté les loyers. Globalement toutes les couches de la population ne sont pas contentes de ce gouvernement qui a pris le pouvoir depuis huit ans.

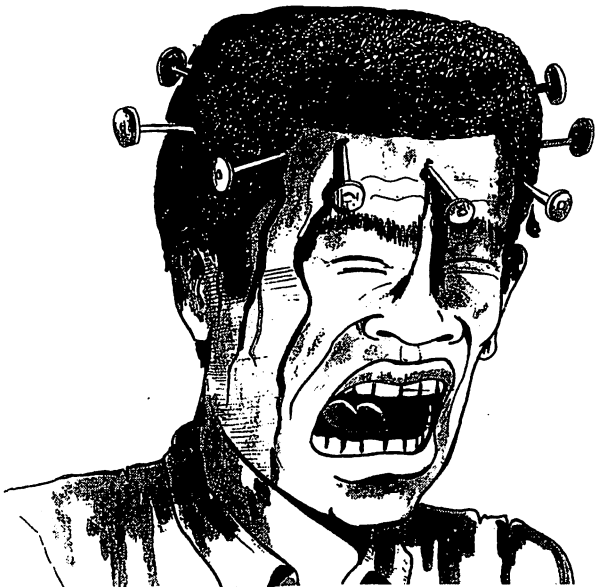
Quant à l'Erythrée, indépendante depuis 1992, le gouvernement de Issayas Afowerki a du mal à instaurer une économie qui puisse sortir ce pays de la misère parce qu'il a subi une trentaine d'années de guerre. Tous les gouvernements qui se sont succédé à Addis-Abeba ont mené une politique de terre brûlée. Une fois indépendante et la période de joie épuisée, tous les maquisards et les réfugiés rentrés au pays n'ont pas trouvé ce pourquoi ils ont si longtemps lutté. Et le nouvel Etat sorti de la guerre n'a pas les moyens de satisfaire toutes les couches de la population. Des mécontentements commencent à s'exprimer.

De part et d'autre cette guerre est donc un moyen de détourner les mécontentements de la population. Les deux gouvernements sont prêts à entraîner les populations parmi les plus pauvres du monde dans une boucherie qui va plonger encore plus les deux pays dans une misère plus grande.

TCHAD**LE PROCES DE L'EX-DICTATEUR
HABRE INQUIETE LES DIRIGEANTS**

Récemment, l'ex-dictateur Habré a été inculpé par le tribunal de Dakar (où il s'est réfugié depuis dix ans) de "complicité de crimes et d'atrocités". Depuis lors il est placé en "résidence surveillée".

A Ndjaména, ce procès inquiète certains dirigeants au pouvoir, en particulier le chef de l'Etat Idriss Déby et son clan maffieux. En effet, Déby était le bras droit, et en même temps l'exécuteur des basses besognes de Habré: assassinats politiques, tortures, incendies de villages, viols, pillage de biens des victimes, etc.



Selon la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH), une des associations qui a porté plainte contre Habré, sous le régime de ce dernier (de 1982 à 1990), il y aurait eu 40 000 victimes, dont la plupart dans des conditions atroces, 30 000 veuves, 80 000 orphelins, des dizaines de villages brûlés. Dans la plupart des cas, c'était Déby qui dirigeait les opérations militaires.

Alors, ce n'est pas étonnant qu'il commence à trembler car les témoignages mettent en cause Habré, bien sûr, mais aussi ses sous-fifres. Après avoir demandé, en vain, l'extradition de Habré au Tchad pour qu'il puisse y être jugé, mais en fait, pour étouffer l'affaire, il essaie de faire pression sur les nouveaux témoins qui s'appêtent à déposer leurs témoignages au tribunal de Dakar.

Déjà, plus de 54 plaintes ont été transférées de Ndjaména à Dakar; 100 autres vont suivre. Pour Déby, il s'agit de contrecarrer l'envoi de ces nouvelles plaintes. Pour cela il a, d'une part mis sur pied une association composée de ses proches pour organiser son soutien au cas où... D'autre part il a "acheté" pour un million de francs CFA le président d'une association des victimes de la répression (AVCRP) dans le but de casser celle-ci ou, du moins d'y semer la discorde.

Dans une déclaration à la presse, le président de la LTDH a dénoncé ces magouilles et ces intimidations.

Mais ceux qui étaient à l'initiative de la plainte contre Habré craignent surtout la position de Wade, le président élu du Sénégal, d'autant plus que son conseiller juridique n'est autre que l'avocat de l'ex-dictateur Hissène Habré. Que va faire Wade? Laisser la justice suivre son cours ou l'arrêter?

Habré est un assassin, et la moindre des choses, c'est qu'il soit jugé pour ses crimes.

LES MARIAGES FORCES

**UNE PRATIQUE RETROGRADE
QUI CONTINUE A FAIRE
DES VICTIMES**

Fatoumata une jeune élève d'un lycée du 10^{ème} arrondissement de Paris est retenue contre son gré au Sénégal où elle s'est rendue pour les vacances scolaires d'avril. Ses camarades de classe se sont mobilisés: une pétition en sa faveur a été remise à l'ambassade du Sénégal. Profitant de la visite officielle de Wade à Paris, une délégation d'élèves a essayé de le rencontrer pour qu'il intervienne contre cette pratique de mariage forcé, car tout laisse croire qu'il s'agit bien de cela. Ces élèves n'ont finalement réussi qu'à rencontrer "une conseillère" faisant partie de la suite présidentielle. Cette dernière a déclaré que le gouvernement dont elle fait partie ne peut rien faire en faveur de la libération de cette jeune fille retenue de toute évidence en otage par son propre père (un marabout) ainsi que par la famille du mari que celui-ci lui a choisi à sa place. Elle s'est contentée de suggérer à la délégation d'entrer en contact avec une association de défense des droits de l'homme à Dakar.

Wade à la suite de son prédécesseur d'ailleurs, aime bien se faire l'avocat d'un Sénégal "moderne". Lui-même est un intellectuel ayant fait des études à Besançon en France. Quand il était dans l'opposition, il se contentait de mettre tous les problèmes sur le compte de son adversaire Diouf dont il ne rêvait que de remplacer au pouvoir. Finalement la mobilisation des femmes derrière des associations de défense de leurs droits légitimes, a fini par faire reculer le régime de Diouf sur cette question. C'est ainsi qu'après bien de tergiversations une loi condamnant l'excision fut votée en janvier 1999 au Sénégal.

Face à la pression de certains

milieux religieux qui considèrent que cette pratique est une "obligation" pour l'islam, le régime de Diouf s'est révélé incapable de faire respecter l'application de cette loi.



Wade faisant la courbette
devant le grand marabout de
Touba, un partisan de la poly-
gamie, du mariage forcé et des
mutilations sexuelles.

Les pratiques de mutilations sexuelles continuent au Sénégal ainsi que dans de nombreux pays d'Afrique. La polygamie et les mariages forcés continuent également de faire des victimes. Mais même ici en France, les jeunes filles de "seconde génération" ne sont pas à l'abri des pressions des familles comme c'est le cas de Fatoumata. Il n'est pas rare que dans leur détresse elles finissent par capituler. Parfois elles se révoltent et viennent frapper aux portes des associations autour desquelles elles se regroupent pour échapper comme elles peuvent à ce genre de "tradition".

Toutes les formes d'oppression de la femme sont à combattre tout comme il faut combattre le racisme ou l'ethnisme. La femme continue

d'être opprimée en Afrique, mais aussi ailleurs y compris dans les pays dits développés. En réalité toutes ces oppressions se perpétuent parce que la société capitaliste, du fait qu'elle est elle-même basée sur l'exploitation l'homme par l'homme

s'avère incapable d'y mettre réellement fin.

Pour que tous les êtres humains puissent vivre en harmonie sans oppression et sans exploitation, il est indispensable de mettre fin à la société capitaliste.

LIBERTE POUR MUMIA ABU JAMAL !

En 1981, alors qu'il portait secours à son frère agressé par la police de Pennsylvanie aux USA, Mumia Abu Jamal, grièvement blessé, est arrêté puis accusé du meurtre d'un policier. Il est condamné à mort au terme d'un procès truqué, expéditif,



Abu Jamal

(dissimulation des preuves favorables à la défense, subornation de témoins, intimidations sur eux, faux témoignages, racisme de la part des jurés et du juge, etc.).

Voilà une décision de justice

rendue dans un pays qui prétend être un modèle de démocratie dans le monde. En réalité Mumia a été condamné en raison de son engagement politique, notamment en faveur des "Black Panthers".

En effet, c'est un militant de la cause des Noirs et anti-raciste. C'est pour cela qu'il a été jeté en prison, sans preuve. Depuis 19 ans, il clame son innocence; il vit donc sous la menace permanente d'une exécution capitale. Si jusqu'à présent il a échappé à la chaise électrique, c'est grâce aux nombreuses protestations et manifestations de soutien de par le monde, par exemple en France.

Les prochaines semaines risquent d'être fatales pour le prisonnier, car le juge de la cour fédérale doit se prononcer sur la révision ou non du procès de Pennsylvanie. Il est à souhaiter que ces mêmes protestations et manifestations qui jusqu'à présent ont empêché l'exécution de Mumia puissent continuer.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.